



EXPERTS-COMPTABLES, COMMISSAIRES AUX COMPTES,
CONSEILS EN ÉCONOMIE D'ENTREPRISE

Hervé WENTZINGER
Christophe SPRAUEL
Florent BARDA
Christian BERTHOLD
Annabel CORDELLIER
Marina COSTANTINO
Xavier COURTEAUX
Olivier DEL ROSSO
Arnaud GUTHERTZ
Sébastien GUY
Daniel KAISER
Frédéric LINDENMANN
Olivier LOBSTEIN

Céline LEININGER
Éric ESTREICH-BOUSSER
Stéphane LOGEL
Muriel MULLER
Christophe NITSCHÉ
Renaud PFLIEGER
Marion RUHLMANN
Julien SCHAEGIS
Mélodie SCHERER
Patrice SOUDRE
Franck-Olivier THÉOBALD
Frédéric WAGNER
Lucille YVARS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31.12.2024

DE L'ASSOCIATION
SAS LIBERAL 67

Bureaux de L'URPS ML GE
52 route de Bischwiller
67300 SCHILTIGHEIM

* * *

présenté à l'assemblée générale du 24 juin 2025

FIBA SAS – SIEGE SOCIAL

7 avenue de l'Europe - Espace Européen de l'Entreprise - 67300 SCHILTIGHEIM
ADRESSE POSTALE : CS 60034 - 67013 STRASBOURG CEDEX
Tél. 03 88 18 59 59 - E MAIL : strasbourg@groupe-fiba.fr
RCS Strasbourg 698 501 442 00090

Société par Actions Simplifiée au capital de 612 500 € - NAF 6920 Z - N° TVA intr. : FR 49 698501442 - Lieu de juridiction : Strasbourg
Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes - Inscrite au Tableau Régional de l'Ordre - Membre de la Cie Régionale de Colmar

BECM : IBAN : FR76 1189 9001 0000 0375 2614 546 - BIC : CMCIFR2A

Strasbourg, Haguenau, Molsheim, Sarre-Union, Saverne, Val de Moder, Wissembourg, Lutzelhouse, Colmar, Mulhouse, Saint-Louis, Altkirch, Forbach, Creutzwald, Metz, Sarreguemines, Paris
www.groupe-fiba.fr



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31.12.2024

A l'assemblée générale de l'association SAS LIBERAL 67,

Opinion

En exécution de la mission de commissaire aux comptes qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association SAS LIBERAL 67 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de Déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification des appréciations du commissaire aux comptes, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les subventions.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Schiltigheim, le 12 juin 2025

Le commissaire aux comptes

FIBA SAS

DocuSigned by:

276650907CE3452...

Sébastien GUY

Membre de la Compagnie Régionale de Colmar



Bilan Actif

Association SAS 67

Actif			Au 31/12/2024			
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
	Immobilisations corporelles	Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾				
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	TOTAL					
Actif immobilisé	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions				
	Immobilisations financières ⁽²⁾	Inst.techniques, mat.out.industriels	905	71	833	
		Immobilisations corporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	TOTAL		905	71	833	
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Actif circulant	Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées				
		Autres titres immobilisés				
	Immobilisations financières ⁽²⁾	Prêts				
		Autres	15		15	
		TOTAL	15		15	
	Total I		920	71	848	
	Stocks et en cours					
Actif circulant	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
		Créances reçues par legs ou donations				
	Divers	Autres				
		TOTAL				
		Valeurs mobilières de placement				
	Divers	Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	1 096 713		1 096 713	
		Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	563		563	
Actif circulant	Total II		1 097 276		1 097 276	
	Frais d'émission des emprunts III					
	Primes de remboursement des emprunts IV					
	Ecart de conversion Actif V					
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		1 098 197	71	1 098 125	
	Renvois					
	(1) Dont droit au bail					
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières					
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					



Bilan Passif

Association SAS 67

Passif		Au 31/12/2024	
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise Fonds propres statutaires Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise Fonds propres statutaires Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves Réserves statutaires ou contractuelles Réserves pour projet de l'entité Autres		
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	0	
	Situation nette (sous-total)	0	
	Fonds propres consommables Subventions d'investissement Provisions réglementées		
	Total I	0	
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs Avances conditionnées		
	Total I bis		
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations Fonds dédiés	775 053	
	Total II	775 053	
Provisions	Provisions pour risques Provisions pour charges	254 744	
	Total III	254 744	
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾ Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾ Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes des legs ou donations Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes Instruments de trésorerie Produits constatés d'avance	27 239 2 772 38 316	
	Total IV	68 328	
	Écart de conversion Passif V		
	TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)	1 098 125	
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques (2) Dont emprunts participatifs		

Edité à partir de Loop V5.31.0



Compte de résultat

Association SAS 67

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service		
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 200 033	
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits		
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		1 200 033	
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	148 205	
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	11	
	Salaires et traitements	2 255	
	Charges sociales	971	
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	71	
	Dotations aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	775 053	
	Autres charges	18 720	
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		945 288	
1. Résultat d'exploitation (I-II)		254 744	

Edité à partir de Loop V5.31.0



Compte de résultat

Association SAS 67

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)			
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		254 744	
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	254 744	
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	254 744	
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		-254 744	
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		1 200 033	
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		1 200 033	
EXCÉDENT OU DÉFICIT		0	
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

Table des matières

1	Objet social	4
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	5
3	Description des moyens mis en œuvre	6
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	7
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice	7
4.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	7
5	Principes et méthodes comptables	8
5.1	Principes généraux	8
5.1.1	Changements de méthode comptable	8
5.2	Principales méthodes comptables	8
6	Informations relatives aux postes du bilan	9
6.1	Actif immobilisé	9
6.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	10
6.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	11
6.1.3	Dépréciations de l'actif immobilisé	13
6.2	Actif circulant	13
6.2.1	Stocks et en cours	13
6.2.2	Précisions sur d'autres créances	13
6.3	Fonds propres	13
6.3.1	Tableau de variation des Fonds propres	13
6.4	Fonds reportés et dédiés	14
6.4.1	Fonds dédiés	14
6.5	Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges	16
6.5.1	Aménagement du cadre général- Augmentations (colonne B)	17
6.5.2	Aménagement du cadre général - Diminutions (colonne C)	17
6.6	Provision pour risques et charges	18
6.6.1	Provisions pour reversement d'une subvention	18
6.6.2	Produits de tiers financeurs	18
6.6.3	Utilisations des fonds dédiés	20
6.7	Charges du compte de résultat	20
6.7.1	Achats de marchandises et variation des stocks	20
6.7.2	Autres Achats et charges externes	20
6.7.3	Impôts, taxes et versements assimilés	20
6.7.4	Salaires et traitements, charges sociales	20
6.7.5	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	20
6.7.6	Dotations aux provisions d'exploitation	20
6.7.7	Reports en fonds dédiés	20
6.7.8	Autres charges	21
6.8	Résultat exceptionnel	21



Association SAS 67

7	Informations relatives à la fiscalité	22
8	Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants	23
9	Informations relatives à l'effectif	24
10	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	25
10.1	Engagements financiers donnés et reçus	25

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

Le but est non lucratif et ayant pour objet, conformément à l'article L.6311-3 du code de la santé publique :

- D'évaluer le besoin en santé de toute personne qui le sollicite, de délivrer à celle-ci les conseils adaptés et de faire assurer les soins appropriés ;
- D'assurer une régulation médicale commune pour l'accès aux soins, qui associe le service d'aide médicale urgente mentionné à l'article L.6311-2 du code de la santé publique, et une régulation de médecine ambulatoire sur le département du Bas-Rhin ;
- D'assurer l'organisation de la filière libérale (*soins non programmés*) pour les demandes de soins ne relevant pas de l'aide médicale urgente et son articulation avec le service d'aide médicale urgente (SAMU 67).

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- À organiser la régulation médicale libérale des soins non programmés du lundi au vendredi, de 8 heures à 20 heures,
- À mettre en place la gestion et le suivi de l'activité des médecins régulateurs libéraux au sein de la filière ambulatoire du SAS du Bas-Rhin ainsi que celles des opérateurs de soins non programmés,
- À signer une convention avec les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (SAMU 67) qui fixe les conditions de collaboration et l'articulation décisionnelle, technique et opérationnelle avec le SAMU 67 en charge de l'aide médicale urgente,
- À s'assurer d'apporter une réponse aux besoins de soins non programmés sur le territoire du Bas-Rhin, d'analyser l'offre de soins existante (professionnels de santé du territoire) et de l'adapter en fonction des besoins de soins non programmés identifiés par l'Association, tant en matière de régulation que d'effectation,
- À permettre d'exploiter les données issues des actions menées, en conformité avec le Règlement Général sur la Protection des Données, et de faciliter les recherches ayant pour objectif l'amélioration de la prise en charge des patients du territoire par les médecins généralistes libéraux,
- À veiller à l'évolution du dispositif en fonction du contexte, des innovations techniques et sociétales.

3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Investissements (nature/ montants réellement réalisés au cours de l'exercice)
 - Engagés antérieurement mais terminés durant l'exercice : Néant
 - Engagés et terminés dans l'exercice : Matériel informatique
 - Engagés dans l'exercice mais non terminés à la clôture : Néant
- Ressources humaines :
 - Recrutement d'une comptable à compter de novembre 2024. La poursuite des recrutements pour le début de l'activité a été débutée en 2025.
- Autres moyens/dépenses engagées
 - Entretien général/dépense de fonctionnement :
 - L'association SAS 67 ne disposait pas encore de locaux en 2024. Les dépenses principales liées à la mise en place du SAS au cours de l'exercice sont constituées d'honoraires juridiques, honoraires de PS et ICPA des médecins. Licence Entractes pour la téléphonie spécialisée liée à la nature médicale de l'activité.

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'activité a démarré au cours de l'exercice avec une première période de démarrage et de mise en place de l'organisation au cours du 1^{er} semestre 2024, puis une deuxième période avec un démarrage progressif de l'activité de régulation médicale vers la fin du deuxième semestre 2024.

4.2 Faits caractéristiques postérieures à la clôture

Postérieurement à la clôture de l'exercice, un directeur médical ainsi qu'une directrice administrative ont été embauchés au courant du deuxième trimestre 2025.

D'autre part, du personnel OSNP (Opérateurs de Soins Non Programmés) a été embauché par l'intermédiaire de l'association GESS (Groupement Employeur Santé Service) dès le début de l'année 2025 afin de débiter l'activité de l'association.

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.1.1 Changements de méthode comptable

Notre entité n'a effectué aucun changement de méthode comptable ayant un impact significatif.

5.2 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.3.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	905	-	905
Matériel informatique	-	905	-	905
Immobilisations financières	-	15	-	15
Total	-	920	-	920

6.1.1.1 Aménagement du cadre général – Développement de la colonne B (augmentations)

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	905	-	-
Matériel informatique	-	-	905	-	-
Immobilisations financières	-	-	15	-	-
Total	-	-	920	-	-

6.1.1.2 Aménagement du cadre général – Développement de la colonne C (diminutions)

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-	-
Immobilisations financières	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	71	-	71
Matériel informatique		71		71
Immobilisations financières	-	-	-	-
Total	-	71	-	71

6.1.2.1 Aménagement du cadre général – Développement de la colonne B (augmentations)

Augmentations de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	71	-	-
Immobilisations financières	-	-	-	-
Total	-	71	-	-

Catégories d'immobilisations	Postes du résultat avec dotation		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Immobilisations incorporelles	-	-	-
Immobilisations corporelles	71	-	-
Immobilisations financières	-	-	-
Total	71	-	-

6.1.2.2 Aménagement du cadre général – Développement de la colonne C (diminutions)

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions		
	Eléments transférés à l'actif circulant	Eléments cédés	Eléments mis hors service
Immobilisations incorporelles	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-
Immobilisations financières	-	-	-
Total	-	-	-

6.1.2.3 Modalités d’amortissements

Catégories d’immobilisations	Amortissement	
	Mode	Durée
Immobilisations incorporelles		
Immobilisations corporelles	Linéaire	3 ans
Immobilisations financières		

6.1.3 Dépréciations de l’actif immobilisé

Il n’y a pas de dépréciation de l’actif immobilisé.

6.2 Actif circulant

6.2.1 Stocks et en cours

Il n’y a pas des stocks constatés au 31 décembre 2024.

6.2.2 Précisions sur d’autres créances

6.2.2.1 Charges constatées d’avance

Détail des charges constatées d’avance	Montant		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Abonnements informatiques	563	-	-
TOTAL	563	-	-

6.3 Fonds propres

6.3.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau de variation des fonds propres n’est pas présenté car compte tenu de résultat nul de l’association, les fonds propres sont au début de l’exercice ainsi qu’à sa clôture d’un montant nul.

6.4 Fonds reportés et dédiés

6.4.1 Fonds dédiés

Ces sommes sont rapportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « *Utilisations des fonds dédiés* » dans les Produits au compte de résultat.

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations (1)	-	775 053	-	-	-	775 053	-
TOTAL	-	775 053	-	-	-	775 053	-

Lorsqu'une ressource inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés »

6.4.1.1 Subventions d'exploitation

Les sommes inscrites en fonds dédiés correspondent soit à la part non consommée s'il s'agit d'une convention annuelle dont le financeur ne réclame pas la restitution, soit à la part non consommée de la partie rattachée à l'exercice s'il s'agit d'une convention pluriannuelle.

Situations Ressources	Montant total (2)	Au début de l'exercice	Report (Augmentation)	Utilisation (Diminution)	Non utilisée / A reverser	En fin d'exercice
Subvention						
ARS démarrage activité 2024	49 980	-	49 980	34 366	15 614	-
ARS budget 2024 fonctionnement	375 000	-	375 000	135 870	239 130	-



Annexe au comptes annuels de l'exercice clos 31/12/2024

Association SAS 67

ARS budget déploiement de l'activité ambulatoire	775 053	-	775 053	-	-	775 053
Total	1200 053	-	1200 053	170 235	254 744	775 053

6.5 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous, suivi d'un détail « Aménagement du cadre général » indiquant la ventilation des dotations et des reprises.

Situations et mouvements (b)				
	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	-	-	-	-
Provisions pour risques	-	254 744	-	254 744
Provisions pour charges	-	-	-	-
Total	-	254 744	-	254 744

	Montant au début de l'exercice	Constitution par fonds propres	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reprises par fonds propres	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	-	-	254 744	-	-	-	254 744
Total	-	-	254 744	-	-	-	254 744

6.5.1 Aménagement du cadre général- Augmentations (colonne B)

Augmentations (dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées	-	-	-
Provisions pour risques	-	-	254 744
Provisions pour charges	-	-	-
Total	-	-	254 744

6.5.2 Aménagement du cadre général - Diminutions (colonne C)

Diminutions (reprises) de l'exercice	Ventilation des diminutions (reprises)		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées	-	-	-
Provisions pour risques	-	-	-
Provisions pour charges	-	-	-
Total	-	-	-

6.6 Provision pour risques et charges

6.6.1 Provisions pour reversement d'une subvention

Une provision pour reversement de subvention est comptabilisée dès qu'il apparaît probable qu'un ou plusieurs objectifs fixés dans la condition résolutoire ne pourront être atteints.

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début d'exercice	Augmentations : Dotation de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
Provision pour reversement de la subvention ARS « démarrage » suite à la non-atteinte des objectifs fixés dans la condition résolutoire	-	15 614	-	15 614
Provision pour reversement de la subvention ARS 2024 suite à la non-atteinte des objectifs fixés dans la condition résolutoire	-	239 130	-	239 130
Total	-	254 744	-	254 744

6.6.1.1 Produits constatés d'avance

Il n'y a pas de produits constatés d'avance à la clôture de l'exercice 2024.

6.6.2 Produits de tiers financeurs

6.6.2.1.1 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

6.6.2.1.2 Tableau des subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics					
Subvention d'exploitation		1 200 033			
Subvention d'investissement					

6.6.3 Utilisations des fonds dédiés

Il n'y a pas eu d'utilisation de fonds dédiés comptabilisés au cours de l'exercice.

6.7 Charges du compte de résultat

6.7.1 Achats de marchandises et variation des stocks

Il n'y a pas eu d'achats de marchandises durant l'exercice 2024.

6.7.2 Autres Achats et charges externes

Les autres achats et charges externes s'élèvent à 148 205.48 €.

6.7.3 Impôts, taxes et versements assimilés

Le montant de la participation à la formation professionnelle continue s'élève à 11 €.

6.7.4 Salaires et traitements, charges sociales

Les salaires et traitements sur l'exercice s'élèvent à 2 255 €.

Les charges sociales sur l'exercice s'élèvent à 971 €.

6.7.5 Dotations aux amortissements et aux dépréciations

Les dotations aux amortissement corporelles s'élèvent à 71 €.

6.7.6 Dotations aux provisions d'exploitation

Il n'y a pas de dotations aux provisions pour l'exercice 2024.

6.7.7 Reports en fonds dédiés

Seules les charges d'exploitation (et non les charges financières ni les charges exceptionnelles) comptabilisées sur l'exercice peuvent être affectées à (l'utilisation des fonds pour) des projets définis.

Le montant du report en fonds dédiés pour l'exercice 2024 s'élève à 775 053 euros.
L'activité liée à cette subvention démarrera en 2025, les dépenses se feront principalement durant l'exercice à venir.

6.7.8 Autres charges

Les autres charges correspondent à des licences pour un montant de 18 720 euros.

6.8 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel s'élève à – 254 744.45 euros.

6.8.1.1 Charges et produits exceptionnels

Les charges exceptionnelles s'élèvent à 254 744.45 euros, il s'agit de la dotation pour risque correspondant au solde des subventions non utilisées sur l'exercice 2024 et à reverser à l'ARS.

Il n'y a pas de produits exceptionnels constatés au 31/12/2024.

6.8.1.2 Honoraires des commissaires aux comptes

	FIBA
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	3 000 €
Au titre d'autres prestations	-
Honoraires totaux	3 000 €

7 Informations relatives à la fiscalité

Notre association exerce une activité non fiscalisée.

Les excédents de trésorerie n'étant pas placés, ils n'ont pas généré de revenus financiers soumis à l'impôt sur les revenus de placements pour les entités à buts non lucratifs.

8 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

Il n'y a pas de dirigeant salarié en 2024 dans l'association.



9 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	
Agents de maîtrise et Techniciens	
Employés	0,17
Ouvriers	
Total	0,17

10 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

10.1 Engagements financiers donnés et reçus

10.1.1.1 Les engagements de retraites et avantages assimilés

Notre entité n'a pas provisionné ses engagements relatifs aux régimes d'indemnités de départ à la retraite, étant estimés non significatifs compte tenu de l'ancienneté et de la composition de l'effectif salarié.